

# Jacques Cheminade.fr

## La France avec les yeux du futur

---

Archives

## Socrate

lundi 15 décembre 2008

Ce qui a lieu en Grèce pourrait bientôt se passer ici.

Là-bas, un Premier ministre, Caramanlis, admirateur de Nicolas Sarkozy et n'ayant que le mot « réforme » à la bouche. Derrière le mot, les privatisations, l'aventure boursière, la spéculation immobilière, les avantages sociaux supprimés, l'équipement des hôpitaux saisi par les créanciers, les enseignants et les infirmières privés de salaires, quelques familles qui se partagent la politique de père en fils et une génération nouvelle de diplômés qui trouve, au mieux, des emplois à 600 euros mensuels. Une société sans âme ni vision, dans laquelle centristes libéraux, socialistes affairistes et anciens révolutionnaires enrichis ou amortis ne laissent aucun espoir de réel changement sans révolution.

Ici, la liberté de travailler le dimanche et jusqu'à soixante-dix ans, l'audiovisuel livré, dans le privé, aux amis du pouvoir et dans le public, à la discrétion du Président, les cliniques abandonnées aux fonds de pension ou d'investissement, la stigmatisation des enfants, la multiplication des méthodes policières de surveillance, de fichage et d'interventions musclées, la rapacité financière d'un capitalisme bancaire alimenté par le pouvoir, une Europe dans laquelle on impose au peuple irlandais de revoter, une brèche progressivement élargie en faveur du privé dans l'éducation – avec les suppressions de postes, l'étouffement des réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (RASED) et la mort progressive des programmes nationaux fondés sur une culture commune – le dépérissement du service public et le démantèlement du Code du travail.

Là-bas, toute une jeunesse qui se révolte, exigeant légitimement un avenir, et ici son double qui commence à apparaître, moins vite seulement parce que le processus de décomposition est moins avancé qu'à Athènes.

Après avoir proclamé la mort du capitalisme financier à Toulon, l'on aurait pu croire que le Président de la République avait pris la mesure du péril. Depuis, on l'a vu se rapprocher de Gordon Brown, l'homme qui s'est vanté à la Chambre des communes d'avoir « sauvé le monde » en renflouant les banques et la City, et s'allier à Tony Blair en participant avec lui, les 8 et 9 janvier à Paris, à un colloque visant à refonder le système financier du capitalisme. Quant aux dirigeants socialistes, ils ont élaboré avec Martine Aubry le texte le plus pâle et le plus incohérent de leur histoire.

L'on comprend, dans ces circonstances, la tentation qu'ont les jeunes révoltés de tout casser. Et l'on voit les provocateurs les inciter à le faire, pour conduire la révolte dans un cul-de-sac ou, pire, par le jeu provocation-répression, vers un système de fascisme universel formé de différentes variantes bonapartistes.

Que faire ? Rejeter d'abord les provocations, en se rappelant que l'horreur nazie fut accouchée par la crise de 1929, l'humiliation du peuple allemand, le soutien des milieux financiers et la violence qui se déchaîna à Berlin lors de la grève des trolleybus de 1932. Puis travailler ensemble à un projet qui, à l'horizon mondial du Nouveau Bretton Woods et du crédit productif public, ouvre sur chaque point politique majeur les pistes hardies d'un nouveau système, d'une vraie République alliée à d'autres Républiques, l'esprit des pères fondateurs de l'Amérique, de la Résistance, du

socialisme jaurésien, du christianisme social, du radicalisme du Front populaire et du communisme des Français. Seule cette unité politique, rassemblée autour d'une vision, peut désormais empêcher, par et dans son essor militant, le chaos, le chagrin et la pitié.

**Jacques Cheminade**

---